



ROUTE NATIONALE 102 LIAISON A75 - BRIOUDE

RECONFIGURATION DE L'ÉCHANGEUR DE LEMPDES

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Cadre du SOPRE



CLIENT	AFFAIRE	PHASE	N° DOC	TYPE DOC	IND.	DATE
DREAL	5601770	DCE	5500	EST	0	09/2021

PRÉAMBULE

Le SOPRE fait partie des pièces contractuelles. Il comprend également un dossier de propreté du chantier.

Il permet au maître d'ouvrage :

- d'évaluer la politique environnementale de l'entreprise et sa détermination à l'appliquer sur le chantier,
- de s'assurer que le candidat a pris connaissance des contraintes environnementales du chantier,
- d'être sûr que l'entreprise retenue s'engage à mettre en œuvre un plan de respect de l'environnement (PRE) conforme aux exigences du marché.

Il appartient à l'entreprise, de remplir et abonder les pièces contenues dans ce cadre de SOPRE.

Il lui appartient également de fournir la politique générale de l'entreprise sur la prise en compte de l'environnement et ses éventuelles certifications.

Ces informations seront les éléments de décision pour la recevabilité et le jugement de l'offre présentée.

Durant la période de préparation, l'entreprise élaborera un plan de respect de l'environnement (PRE) à partir du présent SOPRE, conforme aux exigences du marché.

Le PRE sera soumis au visa du maître d'œuvre et s'appliquera à toutes les prestations, y-compris celles sous-traitées. Ce document sera mis à jour autant que de besoin sur demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Observation : dans le présent SOPRE, et à défaut de précisions complémentaires, le terme "entrepreneur" ou "entreprise" désigne l'entreprise titulaire du marché.

Table des matières

1.CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU PROJET.....	4
1.1. Les enjeux environnementaux :.....	4
1.2. Les impacts environnementaux liés au projet :.....	4
1.3. Les dispositions environnementales envisagées :.....	4
2.DÉCLARATION DE LA DIRECTION.....	5
2.1. Politique environnement de l'entreprise :.....	5
2.2. Engagement de la direction :.....	5
3.IDENTIFICATION DES PARTIES CONCERNÉES.....	6
3.1. Maîtrise d'ouvrage :.....	6
3.2. Maître d'œuvre :.....	6
3.3. Entreprise :.....	6
4.ORGANISATION - IDENTIFICATION ET RÔLE DES DIFFÉRENTS ACTEURS.....	7
4.1. Organigramme fonctionnel :.....	7
4.2. Rôle du Coordonnateur environnement du Maître d'ouvrage :.....	8
4.3. Rôle du Correspondant Environnement de l'entreprise :.....	8
4.4. Missions du Correspondant Environnement de l'entreprise :.....	8
4.5. CV du Correspondant Environnement :.....	9
5.MESURES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SPÉCIFIQUES AUX DIFFÉRENTES PHASES DE CHANTIER.....	10
5.1. Tableau récapitulatif des mesures :.....	10
5.2. Procédures à fournir avec le PRE :.....	15
6.LES CONTRÔLES ENVIRONNEMENTAUX.....	16
6.1. Organisation des contrôles :.....	16
6.2. Plan des contrôles environnementaux que l'entreprise mandataire des travaux s'engage à établir :.....	16
6.3. Maîtrise des non-conformités :.....	20
6.4. Traitement des non-conformités :.....	20
7.DOSSIER DE PROPRETE DU CHANTIER.....	20

1. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU PROJET

L'entreprise rédigera ce paragraphe justificatif et explicatif en réponse à la Notice de Respect de l'Environnement, décrivant précisément :

- les enjeux environnementaux qu'elle a identifiée
- les impacts environnementaux des travaux en fonction des enjeux
- les dispositions environnementales qu'elle envisage de mettre en place

1.1. Les enjeux environnementaux :

L'entreprise devra s'approprier le contexte environnemental en analysant la Notice de Respect de l'Environnement et par des visites éventuelles du site, et devra identifier les enjeux environnementaux dans les divers milieux environnementaux :

- milieu humain : urbanisation, qualité de l'air, ambiance sonore, patrimoine-archéologie, agriculture,
- milieu physique : géologie, climatologie, hydrologie, hydrogéologie,
- milieu naturel : zones humides, habitats, faune, flore, continuité écologique

1.2. Les impacts environnementaux liés au projet :

Après analyse des enjeux, l'entreprise identifiera les impacts du projet sur l'environnement par thématique :

- eau
- air
- bruit
- déchets
- protection de la nature
- mouvement de matériaux

1.3. Les dispositions environnementales envisagées :

Après analyse des enjeux environnementaux et identification des impacts environnementaux, l'entreprise devra présenter ses mesures de protection et les dispositions qu'elle envisage, pour répondre aux exigences environnementales du dossier (nature et emplacement des dispositifs de prévention et de protection de l'environnement et des zones sensibles, réduction des nuisances engendrées par le chantier, ...) et notamment afin de respecter les arrêtés préfectoraux pris ou à venir dans le cadre de cette opération.

L'entreprise pourra intégrer dans ce paragraphe, tous documents (plan, schéma, ...) qu'elle jugera utiles afin de préciser et détailler les dispositions qu'elle envisage de mettre en place : localisation et plan des installations de chantier, schémas de principe du réseau d'assainissement provisoire, localisation des bassins provisoires, etc ...

2. DÉCLARATION DE LA DIRECTION

2.1. Politique environnement de l'entreprise :

Pièces à fournir dans le SOPRE :

- la politique environnementale de l'entreprise,
- ses éventuelles certifications.

2.2. Engagement de la direction :

NOM DU MANDATAIRE :

ADRESSE :

TÉL :

OBJET DE L'APPEL D'OFFRES :

DÉCLARATION DE LA DIRECTION

Ayant pris connaissance des spécificités environnementales du site et soucieux de minimiser les impacts de notre activité sur l'environnement,

Je soussigné :

agissant en qualité de directeur

et au nom du groupement :

déclare m'engager, si je deviens titulaire du marché :

- à mettre en œuvre un plan de respect de l'environnement (PRE), établi à partir des informations données dans le présent SOPRE, qui couvrira l'ensemble des exigences décrites dans les pièces écrites de la consultation dont j'ai pris connaissance, notamment la NRE, ainsi qu'aux exigences légales,
- à m'assurer, par tous les moyens (surveillance, audits, contrôles, essais, etc.) de l'application de ce PRE par mes services et par mes co-traitants, fournisseurs et sous-traitants éventuels concernés,
- à m'assurer de l'efficacité du PRE mis en place.

Faire précéder la signature de la mention
« Lu et approuvé »

Fait à _____, le _____

Le mandataire

Ce document est à retourner avec l'offre après avoir été dûment complété, daté et signé.

3. IDENTIFICATION DES PARTIES CONCERNÉES

3.1. Maîtrise d'ouvrage :

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes
Service Mobilité, Aménagement et Paysages / Pôle Opérationnel Ouest
7, rue Léo Lagrange
63033 CLERMONT-FERRAND cedex 1

Téléphone : 04-73-43-16-00

Fax : 04-73-34-37-47

Courriel : dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

3.2. Maître d'œuvre :

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée
Service d'Ingénierie Routière de Mende-Montpellier
4, avenue de la Gare
48005 MENDE cedex

Téléphone : 04-66-49-41-43

Fax : 04-66-49-41-07

Courriel : sir-mende.dirmed@developpement-durable.gouv.fr

3.3. Entreprise :

MANDATAIRE :

CO-TRAITANTS :

SOUS-TRAITANTS :

L'entreprise fait rédiger aux co-traitants et sous-traitants la partie du SOPRE relative à leurs travaux respectifs.

Le PRE, qui sera mis au point durant la période préparatoire, en assurera la coordination.

Les sous-traitants seront soumis à l'agrément du maître d'œuvre avant le début des travaux.

4. ORGANISATION - IDENTIFICATION ET RÔLE DES DIFFÉRENTS ACTEURS

4.1. Organigramme fonctionnel :

L'entrepreneur présente sous forme d'organigramme son organisation et celles de ses sous-traitants.

Devront apparaître :

- les moyens humains et leur positionnement affectés à l'affaire,
- le positionnement du Correspondant Environnement et ses interactions avec les responsables,
- l'appui logistique environnemental si nécessaire,
- la fréquence et le temps de présence du Correspondant Environnement.

(Présenter organigramme en positionnant notamment le Correspondant Environnement)

4.2. Rôle du Coordonnateur environnement du Maître d'ouvrage :

Le Maître d'ouvrage mandatera sur l'opération un Coordonnateur environnement qui assurera le respect des obligations réglementaires et supervisera la bonne prise en compte de la NRE.

Assistant de la maîtrise d'œuvre travaux, il sera l'interlocuteur privilégié des services de l'État et des entreprises ou des organismes concernés par le domaine de l'environnement.

Son rôle sera de contrôler la mise en œuvre des dispositions relatives à la protection de l'environnement pendant le chantier ainsi que d'évaluer l'efficacité de ces mesures.

Il assistera la maîtrise d'œuvre par des avis sur les documents et procédures présentés par l'entreprise et participera aux réunions de chantier ou toute réunion spécifique où sa présence sera requise.

Il vérifiera que les contrôles soient réalisés tels que prévus au PRE et informera sans délai le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre en cas de violation par les entreprises, y compris les sous-traitants, des mesures contractuelles.

Enfin, il sera l'interlocuteur privilégié du Correspondant environnemental de l'entreprise.

4.3. Rôle du Correspondant Environnement de l'entreprise :

L'entrepreneur désigne nominativement dès l'offre du marché un Correspondant Environnement, indépendant de la direction locale des travaux et de la chaîne de production des travaux.

Il est responsable de l'action des différents services de l'entreprise, des sous et co-traitants, ainsi que des fournisseurs susceptibles d'intervenir sur le chantier.

Le Correspondant environnement a un triple rôle :

- interlocuteur du coordonnateur environnemental pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement,
- information de l'entreprise mandataire, des entreprises co-traitantes, sous-traitantes et des fournisseurs,
- contrôle externe en matière de protection de l'environnement : suivi du bruit du chantier, suivi de la qualité des eaux et respect des emprises, ...

En particulier, il transmet au maître d'œuvre le PRE pour VISA, le fait appliquer et évoluer en fonction des spécificités du chantier.

4.4. Missions du Correspondant Environnement de l'entreprise :

Mise en place d'un système de management environnemental comprenant :

- rédaction de toutes les pièces à caractère environnemental du marché (PRE, procédures, guides pratiques, fiches réflexes, livret d'accueil, fiches de levée de point d'arrêt, de suivi environnemental journalier, bilans mensuels, journaux de chantier, FNC, FAC, FAP, compte-rendus de situation d'urgence, suivi réglementaire, autorisations ou déclarations ICPE, etc.) ;
- participation aux réunions de chantier hebdomadaires, visite du chantier préalable, participation aux réunions particulières liées à l'environnement, examen des points critiques environnementaux, des points d'arrêt et des fiches de non-conformité ;
- accueil des compagnons et sous traitants : rédaction d'un « guide pratique environnement » (avec carte pratique, carte enjeux, prescriptions par thème avec schéma), ¼ d'heure environnement mensuel avec 80% minimum des chefs de chantier, suivi de l'objectif, adhésion et contrôle des sous traitants au PRE.

Décrire les moyens d'information, concernant le PRE, du personnel des différentes entreprises du groupement, des sous-traitants et des fournisseurs (¼ d'heure régulier, livret d'accueil,...):

4.5. CV du Correspondant Environnement :

Présenter ou joindre le CV du Correspondant Environnement :

5. MESURES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SPÉCIFIQUES AUX DIFFÉRENTES PHASES DE CHANTIER

5.1. Tableau récapitulatif des mesures :

Le tableau suivant présente les dispositions envisagées pour limiter les impacts sur l'environnement durant toute la durée du chantier. Il est complété par l'entrepreneur sur la base de la notice de respect de l'environnement qui décrit l'ensemble des aspects environnementaux significatifs nécessitant une attention particulière.

Ce tableau doit tenir compte :

- des caractéristiques de terrain,
- de l'environnement local.

Pour la remise de son offre, l'entrepreneur décrira dans le tableau suivant les mesures qu'il compte mettre en place.

Enjeux environnementaux à prendre en compte	IMPACTS	MESURES PROPOSEES PAR L'ENTREPRISE POUR LIMITER LES IMPACTS (Préciser concrètement les mesures envisagées d'être mises en œuvre)
Qualité de l'air Émissions de poussières et d'éléments volatiles corrosifs	Riverains, usagers de la route, faune et flore, cultures.	<p>Objectif : Limiter l'envol de poussières et autres éléments volatils lors des travaux.</p> <p>Mesures proposées lors :</p> <ul style="list-style-type: none"> – des terrassements,
Nuisances acoustiques	Riverains, faune	<p>Objectif : Limiter la gêne des riverains due aux bruits de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Lister</u> les phases de travaux générant des bruits importants : - <u>Préciser les mesures à mettre en œuvre</u> en amont des travaux et pendant les travaux pour limiter tout contentieux en cas de dépassement des émergences autorisées : - <u>Mesures proposées pour limiter les bruits des travaux</u> (matériel bruyant, engins de chantier, horaires de travail, protections diverses envisagées, ...) <p><i>Pour la réglementation sur les bruits de chantier et les différents moyens à mettre en œuvre, l'entreprise appliquera le guide technique du SETRA "Maîtrise des bruits des chantiers de construction des infrastructures de transports terrestres" publié en novembre 2011.</i></p> <p><i>Le matériel fera l'objet d'une procédure d'agrément avec respect des normes d'émission CE les plus récentes.</i></p> <p><i>L'entreprise utilisera tous les moyens en sa possession pour ne pas dépasser un niveau de bruit, de 60 dB(A) de 22h à 6 h et 65 dB(A) de 6h à 22h au niveau de la façade des bâtiments d'habitation, d'enseignement ou de santé.</i></p> <p><i>L'entreprise précisera la durée du chantier, les périodes de travail en fonction des activités notamment les plus bruyantes, l'engagement de l'entreprise sur le respect des niveaux de bruit suivants - 60 dB(A) de 22h à 6 h et 65 dB(A) de 6h à 22h - ainsi que sur les moyens qu'elle mettra en œuvre pour ne pas dépasser ces niveaux de bruit.</i></p>
Vibrations	Riverains, Constructions proches	<p>Objectif : Limiter la gêne aux riverains due aux vibrations lors de certaines phases de travaux :</p>

Enjeux environnementaux à prendre en compte	IMPACTS	MESURES PROPOSEES PAR L'ENTREPRISE POUR LIMITER LES IMPACTS (Préciser concrètement les mesures envisagées d'être mises en œuvre)
		<ul style="list-style-type: none"> - <u>Lister</u> les phases de travaux générant des vibrations : - <u>Préciser les mesures à mettre en œuvre</u> en amont des travaux et pendant les travaux pour limiter tout contentieux en cas de désordres aux constructions riveraines : - <u>Mesures proposées pour limiter les vibrations</u> lors des différentes phases de travaux :
Protection de la faune	Faune	<p>Les enjeux sont détaillés dans la NRE.</p> <p><u>Préciser les mesures</u> permettant d'atteindre les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect des emprises et des zones sensibles, limitation des impacts sur les haies constituant le bocage - Démarrage des travaux - Protection des amphibiens - Éclairage du chantier - Respect de la réglementation concernant la faune protégée - Procédure de sauvegarde des espèces terrestres

Enjeux environnementaux à prendre en compte	IMPACTS	MESURES PROPOSEES PAR L'ENTREPRISE POUR LIMITER LES IMPACTS (Préciser concrètement les mesures envisagées d'être mises en œuvre)
<p>Protection du milieu naturel, des cours d'eau, du milieu aquatique et eaux souterraines</p>	<p>Flore, milieu naturel, captages AEP, eaux souterraines et cours d'eau</p>	<p>Détailler les :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Méthodes et moyens pour baliser les stations (après identification par l'écologue) et assurer la pérennité de leur protection ; - Mesures proposées pour ne pas pénétrer ou endommager des zones sensibles ou hors des emprises - Mesures proposées pour limiter les pollutions accidentelles et la turbidité - Mesures proposées pour les lavages de toupies de béton : type d'aire de lavage, schéma de principe, proposition de signalétique, méthode d'entretien , etc. - Mesures proposées lors de l'entretien et du ravitaillement des engins - Mesures proposées concernant les installations de chantier (stockage, etc.) - Ouvrages hydrauliques : méthodologie retenue pour travailler à sec - Rejets des eaux pluviales : décrire les moyens mis en œuvre concernant l'assainissement provisoire : dimensionnement, type de dispositifs de filtration, entretien, coupe type ... - Dispositions prévues pour le suivi de la qualité des eaux de rejets : définition des points de prélèvements, paramètres à analyser, fréquence de prélèvement, coordonnées du laboratoire agréé retenu, ...

Enjeux environnementaux à prendre en compte	IMPACTS	MESURES PROPOSEES PAR L'ENTREPRISE POUR LIMITER LES IMPACTS (Préciser concrètement les mesures à mettre en œuvre)
Développement durable : Limitation des rejets de CO₂ et recyclage des matériaux	Rejets de CO ₂	- Évacuation des déchets : Mesures proposées pour limiter les distances de transport (déchets recyclables, fraisats : préciser les distances de transport du chantier au lieu d'évacuation ou de stockage) :
	Matériaux et déchets recyclables	- Mesures proposées pour réaliser un <u>réemploi ou un recyclage optimum</u> des matériaux et déchets recyclables du site (exemples : fraisats, Glissières métalliques et métaux divers, Végétaux, etc.)
	Procédés économes en énergie et CO ₂	Autres mesures proposées par l'entreprise pour <u>diminuer l'empreinte environnementale</u> : - Enrobés spéciaux : - Solutions alternatives :
Prolifération d'espèces invasives	Ne pas déplacer ou faire proliférer des plantes invasives	- Recensement des <u>espèces invasives</u> avant travaux : - Proposition des méthodes et moyens de destruction si besoin :

5.2. Procédures à fournir avec le PRE :

Procédures obligatoires à fournir avec le PRE lors de la période de préparation:

- Procédure d'urgence: Incendie-Explosion.
- Procédure d'urgence: Pollution accidentelle.
- Procédure de mise en application, de contrôle et de révision du PRE et du SOGED - Dispositions spécifiques.
- Procédure de prise en compte des recommandations du Coordonnateur Environnement.
- Procédure d'urgence en cas de découverte dans l'emprise du chantier d'espèces protégées (animale ou végétale).
- Procédure d'urgence en cas de découverte dans l'emprise du chantier d'espèces végétales envahissantes.

Liste des « Procédures travaux » que l'entreprise s'engage à fournir dans son PRE: (Préciser lesquelles seront mises en œuvre ultérieurement)

- Procédure XXXXXXXX
- Procédure YYYYYYYY
- Etc, ...

Ces procédures comporteront, lors de la mise au point du PRE en période préparatoire :

- L'objet de la procédure,
- L'identification des risques et des objectifs,
- La méthodologie (mode opératoire),
- Les moyens (personnels, matériels, fourniture,...)
- Les indicateurs nécessaires pour mesurer la conformité du résultat à ce qui été attendu,
- La fiche de contrôle correspondant,
- La liste des produits employés,
- La FDS des produits (Fiche de Sécurité) devra être systématiquement jointe.

Les produits qui ont des effets nocifs sur l'environnement sont interdits, sauf autorisation du maître d'œuvre. (Les préparations ou produits dangereux, nocifs ou toxiques pour l'environnement sont les produits étiquetés avec le symbole de danger N et ceux dont la phrase de risque R est de R50 à R59).

6. LES CONTRÔLES ENVIRONNEMENTAUX

6.1. Organisation des contrôles :

	Personne chargé du contrôle
Contrôle Interne	<p>(A renseigner nominativement)</p> <p>Nom :</p> <p>Prénom :</p> <p>Qualité :</p>
Contrôle Externe	<p>(A renseigner nominativement)</p> <p>Nom :</p> <p>Prénom :</p> <p>Qualité : Correspondant Environnement</p>

6.2. Plan des contrôles environnementaux que l'entreprise mandataire des travaux s'engage à établir :

Ce plan des contrôles doit être compatible avec le SOPAQ et le planning des travaux.

Il est intégré au plan des contrôles présent au SOPAQ.

Le plan des contrôles environnementaux que l'entreprise s'engage à réaliser pendant toute la durée des travaux est détaillé dans le tableau ci-après.

L'entreprise se doit de le remplir et de l'intégrer dans ce SOPRE pour la remise des offres.

Le cadre du plan des contrôles, établi par le Maître d'œuvre ci-dessous, liste les contrôles intérieurs obligatoires.

Il est à abonder et à compléter par l'entreprise.

Ce tableau sera employé lors des phases ultérieures (PRE) par la maîtrise d'œuvre et l'entreprise.

Tableau à remplir en précisant les fréquences des contrôles					
Action ou Procédure Obligatoire	Description du contrôle	Fréquence du contrôle interne	Fréquence du contrôle externe	Fréquence du contrôle extérieur du MOA (pour information)	Levée de Points d'arrêt environnementaux
Installations de chantier (hors atelier de mécanique) Aires, atelier de mécanique, stockage de produits dangereux.	La bonne tenue des installations sera contrôlée par rapport à un état initial (point 0), Vérification des systèmes épuratoires Contrôle de l'aménagement des aires, ateliers et du stockage de produits dangereux.			Inopiné, lors de son passage aux installations	
Délimitation des emprises - clôtures	Implantation des limites des zones à protéger. Respect des zones interdites et des limites d'emprises. Respect des mesures, méthodes et moyens pour limiter les collisions des véhicules et engins de chantier avec la faune			Inopiné	
Dégagement des emprises	Vérification de l'absence de plantes invasives, ou d'espèces végétales ou animales protégées.			En début de travaux	
Pistes et accès au chantier	Contrôle des accès et pistes : Localisés et limités, ils ne devront pas porter atteinte aux sites sensibles et riverains (poussières, bruit, pollutions, amenée d'espèces invasives).			Inopiné	
Démolitions d'ouvrages et déconstructions de chaussées	Respect des procédures de gestion des poussières et déchets.			Inopiné	

Tableau à remplir en précisant les fréquences des contrôles

Action ou Procédure Obligatoire	Description du contrôle	Fréquence du contrôle interne	Fréquence du contrôle externe	Fréquence du contrôle extérieur du MOA (pour information)	Levée de Points d'arrêt environnementaux
Défrichement - déboisement	Respect des procédures suivant dossier d'abattage avec gestion des nuisances et déchets			Inopiné	
Brûlage	Interdiction de brûler des déchets. Protection contre l'incendie, émissions d'odeurs, de fumées toxiques			Inopiné	
Assainissement provisoire de chantier	Vérifier la réalisation de l'assainissement provisoire, son entretien et son efficacité.			Inopiné	
Suivi des dépôts	Respect des procédures de stockage des déblais excédentaires, de la terre végétale, des matériaux et produits de démolition ou rabotage destinés à être recyclés, dans les zones de dépôts prévues et fourniture des éléments de suivi.			Inopiné	
Émissions d'odeurs, de fumées toxiques	Interdiction de brûler des déchets Contrôle des dispositifs réducteurs			Inopiné	
Gestion des nuisances sonores	Contrôle et respect des périodes de travail, des durées des activités notamment les plus bruyantes. Respect des niveaux de bruit 60 dB(A) de 22h à 6 h et 65 dB(A) de 6h à 22h - ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour ne pas dépasser ces niveaux de bruit. Vérification de la conformité des engins, certificats de contrôle. Gestion des troubles de voisinage.			Inopiné	
Stockage de produits dangereux	Contrôle de l'aménagement de l'aire et du stockage des produits dangereux			Inopiné	

Tableau à remplir en précisant les fréquences des contrôles

Action ou Procédure Obligatoire	Description du contrôle	Fréquence du contrôle interne	Fréquence du contrôle externe	Fréquence du contrôle extérieur du MOA (pour information)	Levée de Points d'arrêt environnementaux
Entretien et lavage des engins	Procédure installations de chantier. Contrôle du respect de l'exploitation des zones d'atelier et de lavage des engins, de la gestion des déchets et rejets-épuration. Interdit en zone sensible.			Inopiné	
Approvisionnement des engins	Procédure installations de chantier. Approvisionnements réalisés par camions citernes conformes à la réglementation et sur une aire aménagée. Des mesures particulières doivent être prises à proximité des zones sensibles.			Inopiné	
Rejets engendrés par la construction d'ouvrages d'art ou glissières en BA	Contrôle de la non pollution des eaux, des sols et de l'air par des rejets ou projections (laitances, produits toxiques, peintures, COV, déchets divers). Vérifier la réalisation des confinements et protections provisoires, leur entretien et leur efficacité. Mise en place d'une aire de lavage spécifique pour nettoyage des toupies de béton.			Inopiné	
Procédure d'urgence en cas de pollution accidentelle sur chantier	Un plan d'alerte et d'intervention en cas de pollution accidentelle sera mis en place. Contrôle des moyens d'intervention et d'organisation en vue de maîtriser puis de remédier aux impacts éventuels générés en cas d'incident ou d'accident.			Inopiné	

6.3. Maîtrise des non-conformités :

L'entreprise s'engage à ce que :

- les écarts et non-conformité soient traités selon la procédure générale de son PRE ;
- les fiches de non-conformité (FNC) soient présentées au Maître d'œuvre et au Coordonnateur environnement, que ce soit de leur propre initiative ou sur réclamation du Maître d'œuvre.

Un modèle de Fiche de Non-Conformité est joint en annexe à ce document. Les éléments y figurant devront apparaître dans le modèle de fiche proposé par l'entreprise.

Ces FNC seront suivies à chaque réunion de chantier.

6.4. Traitement des non-conformités :

Le maître d'œuvre et le Coordonnateur environnement s'assurent :

- que l'action corrective soit enregistrée sur la fiche correspondante (non-conformité, adaptation, écart),
- qu'une action préventive soit mise en place afin que cette non-conformité ne se reproduise,
- que le résultat obtenu soit conforme à ce qui été attendu (efficacité).
- que la fiche puisse être clôturée.

L'entreprise réalise, régulièrement et en fin de chantier, la synthèse de ces fiches et en propose la clôture au Maître d'œuvre.

7. DOSSIER DE PROPRETE DU CHANTIER

Le tableau qui suit récapitule les postes ou activités du chantier les plus sensibles en termes de propreté (*liste non exhaustive à compléter par le candidat*).

Dans ce tableau doivent être précisés les actions et moyens mis en œuvre pour assurer la propreté du chantier (périodicité, moyens matériels et humains).

Poste / activité / objectifs	Dispositions mises en place pour assurer la propreté du chantier et de ses abords (Dispositions à préciser)
Propreté de la zone de stationnement des engins et des véhicules.	
Propreté de la zone des installations de chantier, réfectoire et vestiaires, stockages divers.	
Approvisionnement et entretien des engins, zone atelier, stockage de fournitures diverses des engins, stockage de matériaux et produits.	
Respect de la propreté de toute l'emprise des travaux et de ses abords, des voies de circulation ou voies privées.	
Zone de stockage des déchets : Maintenir la zone parfaitement propre et organisée.	
Dispositions prises pour assurer l'information et la sensibilisation du personnel à la propreté du chantier	